

Présentation

La mine hier et aujourd'hui en Amérique latine

Martine GUIBERT

UMR CNRS LISST/Dynamiques rurales,
Université Toulouse 2 – Jean Jaurès

TRANSFORMANT IRRÉMÉDIABLEMENT DES RÉGIONS ENTIÈRES, l'activité minière, qui consiste à exploiter à des fins commerciales des métaux précieux, des minerais métallifères, des ressources énergétiques ou d'autres types de biens tels que de la roche de construction, a toujours eu pour corollaire en Amérique latine, l'extraversion et la vente à l'exportation, en sus de débouchés locaux ou nationaux relativement restreints. Elle est organisée selon des circuits de production qui font interagir les contextes nationaux et des intérêts étrangers, les acteurs publics et des entreprises transnationales, les réalités locales et les conditions du marché mondial. Le système colonial a été ainsi en grande partie bâti sur l'extraction de ces matières minières, vues comme des ressources économiques par les puissances européennes qui se les sont avidement appropriées. À leur tour, et grâce aux technologies sans cesse améliorées, la fin du XIX^e siècle et le XX^e siècle ont compté sur l'approvisionnement du marché mondial en biens métallifères et en ressources énergétiques, au nom des besoins de la Révolution industrielle et de la modernité.

Au tournant du troisième millénaire, la reprise des activités minières dans de nombreux pays latino-américains fait écho à l'importance inégalée que ce secteur productif a pu avoir durant la période coloniale, aussi bien sur un plan social et économique que géopolitique. Ce rebond suscite un regain d'intérêt de la part du monde universitaire, de nombreuses publications ou rencontres scientifiques se proposant de le caractériser et d'interpréter ses dimensions actuelles. Ce numéro 111 de *Caravelle* dédié à « La mine hier et aujourd'hui en Amérique latine » s'inscrit dans cette riche production universitaire, avec, en guise d'exemples de parutions récentes, le n° 82 « L'extraction minière : entre greffe et rejet » des *Cahiers des Amériques*

latines de 2016 ou le n° 8 « Ressources minières dans les Amériques : mutations d'un continent » de *IdeAS – Idées des Amériques* paru à l'automne 2016. Ces deux numéros spéciaux de revues académiques sont deux productions parmi un grand nombre de travaux universitaires, notamment de type doctoral ou d'orientation plus conceptuelle.

La question minière passée et présente en Amérique latine oblige à examiner des dimensions qui semblent récurrentes au fil du temps et qui ressurgissent avec la même acuité en ce XXI^e siècle, voire avec plus de vivacité, étant donné les méthodes modernes d'exploitation qui allient rapidité et caractère court-termiste de l'activité. Les retombées éphémères, voire peu probantes, en termes de développement des territoires concernés et d'amélioration des conditions de vie des populations locales, s'articulent avec des dommages environnementaux conséquents et avec les revendications socio-culturelles des populations locales dont la relation aux matières minières, aux paysages et au patrimoine naturel diffère radicalement de celle des acteurs économiques globalisés qui convoitent ces ressources minières lestement traduites en transactions commerciales, souvent avant même leur production. De plus, le rôle joué par les autorités publiques (quel que soit le niveau territorial de gestion politique) est souvent tout aussi ambigu que celui des entreprises étrangères qui bénéficient des concessions (cédées par l'État) et qui, tout en pilotant les sites miniers, se mêlent de la vie locale par le truchement de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) et de leur pouvoir politique et économique.

La pierre angulaire de l'organisation matérielle et politique de l'activité minière est ce triptyque d'acteurs composé par l'État (des municipalités au gouvernement national), les entreprises (des entités locales aux groupes transnationaux) et les populations locales (des habitants des régions minières aux mouvements sociaux locaux et/ou globalisés), sans oublier le rôle des institutions internationales de régulation et de libéralisation du marché des matières premières. Les jeux de pouvoir unissant ces différentes catégories d'acteurs sont portés par des discours et des actions qui configurent les modalités de l'activité minière et ses retombées socio-spatiales. Ils se situent entre résistance et légitimation, entre conflit ouvert et co-existence, entre local et global.

Ce sont ces aspects protéiformes qu'aborde le dossier de sept articles de ce n° 111 de *Caravelle*, avec des analyses relevant d'approches essentiellement historiques, socio-anthropologiques, socio-culturelles et géopolitiques. Dans leur article intitulé « La actividad minera y el lugar que ocupa en la economía mexicana del siglo XIX », M^{mes} Inés Herrera et Alma Parra expliquent le rôle et la place de l'extraction minière dans l'économie mexicaine, et son insertion dans le marché mondial, en se focalisant sur l'évolution du système d'acteurs. Prolongeant la période coloniale et ayant durablement imprégné l'ensemble de l'économie mexicaine, les circuits de production focalisés sur les métaux précieux (principalement l'argent et l'or) ont en effet été peu à peu supplantés par l'exploitation de minerais pour l'industrie (cuivre, fer, charbon, plomb) dans de nouvelles régions qui s'ajoutent à la carte minière du Mexique. Si l'impératif exportateur perdure, de nouveaux acteurs, notamment

étatsuniens, imposent de profonds changements dans les techniques, les stratégies et les liens au marché mondial. L'extraction des métaux précieux bénéficie de ces bouleversements tandis que le capital étranger gagne en importance.

Ensuite, le texte de MM. Milton Godoy Orellana et Manuel Méndez, intitulé « *Apenas tenemos el agua suficiente para nuestras maquinas* » : Estado, minería y tecnologías hídricas en el desierto de Atacama. Taltal, Chile, 1870-1930 », s'attache à démontrer comment l'intégration de la région de l'Atacama à l'activité minière à la fin du XIX^e siècle a provoqué une pression excessive sur la ressource hydrique, si rare dans cette zone du Nord du Chili. Lancée dans l'exploitation de minerais et du salpêtre, la région est transformée par l'arrivée des travailleurs et le développement de leurs lieux d'habitation, et par la demande croissante en eau pour la vie quotidienne et pour le secteur minier. L'eau est alors au cœur des relations de pouvoir entre l'État, régulateur et organisateur de sa distribution, et les acteurs privés miniers.

Après ces deux premières contributions qui rappellent les transformations, à la fois, des économies nationales et régionales, et de l'activité minière en tant que telle, et qui sont intervenues vers la fin du XIX^e siècle dans deux pays aussi différents que le Mexique et le Chili, les textes suivants s'attachent à analyser des situations actuelles, relevant d'autres contextes et en se centrant davantage sur les dimensions conflictuelles de l'activité minière. Deux articles portent sur le Pérou en offrant deux éclairages complémentaires sur ce pays intrinsèquement minier de par son histoire. Le premier de Claude Le Gouill a pour titre « Du paternalisme industriel des company towns à la politique de responsabilités économiques et sociales des entreprises. Le cas de La Oroya (Pérou) ». Retraçant la genèse et la création, à l'orée du XX^e siècle, du complexe minéralo-industriel de La Oroya, l'auteur caractérise ce qui en fait une *company town* avec, notamment, le contrôle de la main d'œuvre et une politique paternaliste. Nationalisé dans les années 1970 puis privatisé, le complexe passe dans le giron d'une nouvelle entreprise étatsunienne qui applique des actions de RSE supposées résoudre certains problèmes environnementaux et sociaux. La montée en puissance de la société civile perturbe alors le schéma de gestion de l'entreprise et concourt à une nouvelle configuration du système d'acteurs.

Le second, écrit par Vincent Bos et Kyra Grieco, porte sur « L'eau : ressource naturelle, ressource politique ? Reconstruction de la ressource hydrique en contexte d'opposition au secteur minier dans le nord du Pérou ». Les deux auteurs étudient le processus d'opposition au projet Minas Conga, qui s'est amplifié à partir du début des années 2010 et qui a revigoré l'identité locale des populations. Ils répertorient et donnent du sens à toute une série d'actions menées par les habitants du département de Cajamarca et incarnées par deux figures emblématiques du mouvement d'opposition. Ainsi, ils montrent comment la ressource hydrique (et l'or, aussi) est au cœur de représentations et de pratiques qui justifient le rejet de l'activité minière, au nom de la cosmologie andine et des activités agro-pastorales traditionnelles.

Par ailleurs, deux contributions se penchent sur l'Argentine et ses territoires miniers du Nord. M^{mes} Marie Forget et Silvina Carrizo étudient « Le nexus

mine-énergie dans les territoires du Nord de l'Argentine », autrement dit l'impact de l'activité minière sur les systèmes d'approvisionnement en énergie des territoires à fort potentiel minier des provinces andines telles que Jujuy, San Juan ou Catamarca. Alors que certaines installations (la ligne minière des Andes) peuvent profiter aux populations locales, des sites miniers géographiquement isolés expérimentent des sources d'énergie renouvelable. De plus, l'activité tend à obtenir des produits miniers pour le stockage ou le transport de l'énergie, telles que le lithium ou le cuivre, et pour la production d'énergie, comme le silicium. C'est ce rapport dialectique entre énergie et mine qui est ici expliqué, dans ses dimensions techniques et stratégiques, et de manière à mesurer les enjeux pour l'Argentine minière du *xxi*^e siècle.

Pour leur part, M^{mes} Mathilde Denoël et Martine Guibert proposent une réflexion sur « La co-gestion public-privé de l'activité minière : quel développement local dans la "province modèle" de San Juan (Argentine) ». L'objectif est de mettre en évidence à différentes échelles les relations entre les acteurs publics de co-gestion et de régulation de l'activité minière dans une province très favorable à tous les investissements miniers, et les entreprises (nationales et étrangères) qui exploitent les concessions obtenues. Les rapports de pouvoir et les intérêts co-partagés sont particulièrement révélés par les orientations des politiques de développement local souvent très dépendantes des actions de RSE (responsabilité sociale de l'entreprise).

Enfin, M^{me} Marion Gautreau invite le lecteur à se projeter au-delà des contingences socio-économiques et géopolitiques de l'activité minière, grâce à un détour par « Le regard de Sebastião Salgado sur les travailleurs de la mine de Serra Pelada, Brésil (1986) : esthétique d'une servitude moderne ». Sélectionnant le reportage sur la mine d'or de Serra Pelada (État du Pará, Brésil) réalisé en 1986, l'auteure, spécialiste de l'analyse photographique, cherche à comprendre les méthodes que le célèbre photographe applique pour donner à voir les rapports de l'homme au profit, dans le cas de chercheurs d'or pauvres et démunis. Si les clichés montrent des travailleurs en activité et n'abordent pas les autres moments de leur vie quotidienne, le documentaire photographique est cependant riche d'éléments sur les conditions de travail, la domination de l'homme par l'homme et l'inaction de l'État.

En synthèse, c'est le thème de la construction sans cesse renouvelée des relations aux ressources minières localisées qui traverse l'ensemble des textes, concourant à une meilleure connaissance de l'activité minière en Amérique latine, et à une meilleure appréhension des actions publiques, privées et collectives qui déterminent des arrangements plus ou moins admis et reconnus, et des situations de conflictualité plus ou moins aiguës et inextricables. Les jeux de pouvoir et les stratégies socio-économiques des acteurs impliqués structurent les systèmes miniers actuels qui, s'ils sont pris dans la dialectique global-local, exhibent les atours d'un passé colonial encore prégnant dans les imaginaires collectifs.